

L'armée, secondée par la masse des colons d'Algérie, n'a fait en réalité que précipiter la seule solution à laquelle conduisait inexorablement la politique coloniale de l'ensemble de la bourgeoisie, y compris de ces couches petites bourgeoises qui se trouvent représentées dans le Parti Socialiste.

Tant pour mener la guerre contre la révolution coloniale montante que pour faire face dans la métropole aux conséquences économiques, politiques et sociales d'une telle entreprise vouée à l'échec, il fallait un gouvernement « fort ».

Ainsi le vrai prix de la guerre qui se prolongeait en Algérie était en quelque sorte fatalement la dictature en France même.

Les prolétaires de ce pays et du monde entier auront à méditer sur cette leçon amère : la guerre d'oppression contre la Révolution coloniale ne peut dans les conditions actuelles se solder que par le renforcement de la réaction dans les métropoles.

Laisser la bourgeoisie conduire une lutte historiquement condamnée contre les peuples coloniaux, c'est, loin de maintenir le niveau de vie et les libertés des masses métropolitaines, aboutir inexorablement à la surexploitation des masses et à la perte des libertés.

Depuis la deuxième guerre mondiale, les peuples coloniaux n'ont cessé de lutter pour leur indépendance et de remporter des victoires, en dépit de leur isolement pratique et de l'absence presque totale d'appui agissant du prolétariat métropolitain.

Cette coupure grave entre la révolution coloniale et le mouvement prolétarien dans les métropoles ne saurait se prolonger sans coûter cher aux prolétaires des pays capitalistes.

L'exemple de la France est maintenant là pour en témoigner. **Face à la perte, inévitable, en dépit de tout, des colonies, la bourgeoisie impérialiste essaiera de compenser ces pertes au détriment de ses propres masses métropolitaines.**

L'inaction grave que les masses métropolitaines ont jusqu'ici montrée à l'égard du combat de leurs frères des colonies est due avant tout à l'éducation et à la politique chauvine, opportuniste, de collaboration de classe de leurs directions socialiste et communiste traditionnelles.

La social-démocratie européenne et mondiale, à de très rares exceptions près, se montre pratiquement comme ayant partie liée jusqu'à la mort avec la bourgeoisie impérialiste. Elle n'a pas su lever le petit doigt pour assister la révolution coloniale, et elle s'est solidarisée pratiquement avec les bourreaux et les traîtres à la Lacoste et Guy Mollet qui, des mois durant, ont mené la guerre contre la Révolution algérienne, ouvert la voie à de Gaulle, et qui font cependant toujours partie de l'Internationale socialiste !

Les tendances centristes de gauche qui existent dans divers Partis socialistes ont pour tâche de tirer toutes les conclusions qui s'imposent de l'expérience française, en retrouvant la voie du marxisme révolutionnaire.

Sans révision réfléchie profonde de la politique chauvine et opportuniste ; sans soutien inconditionnel et efficace de la Révolution coloniale ; sans abandon sincère des pratiques de collaboration de classe ; sans recours à l'organisation et à l'action extraparlémentaire révolutionnaire des masses ; sans volonté et perspectives claires d'établir en front unique avec toutes les autres formations ouvrières un véritable gouvernement ouvrier et paysan, les Partis socialistes au sein desquels ces tendances agissent seront irrémédiablement condamnés, comme en France, à servir de fossoyeurs non seulement du socialisme mais aussi de la démocratie bourgeoise.

Quant aux Partis Communistes, champions tardifs des voies « nouvelles » — « pacifiques » et « parlementaires » — au « socialisme », ils auront maintenant amplement l'occasion de méditer sur la validité de ces voies et sur l'exemple que leur offre l'expérience du Parti Communiste français. **Les « voies nouvelles » en France, terre de prédilection des jeux « démocratiques parlementaires », ont servi à amener à froid au gouvernement, non le socialisme mais la pire réaction !**

Ceci avec l'appui et la caution pratiques du Parti Communiste français qui a voté les pleins pouvoirs, l'état d'urgence et la réforme constitutionnelle dictatoriale, demandée et préparée par le gouvernement Pflimlin. Et si, le P.C.F., après avoir été humilié de la manière la plus méprisante par la bourgeoisie qui refusa ses voix, a fait semblant à la dernière minute de « gauchir »

sa politique, de dénoncer la « trahison » (?) de Pflimlin, d'appeler les masses à la « vigilance » et à « l'action » — l'une et l'autre aussi vague — ceci ne doit pas cacher la réalité de sa politique : **à aucun moment ce parti n'a crû à la possibilité de barrer la route à la dictature par l'action révolutionnaire des masses, et à aucun moment ce parti ne fut réellement capable de mobiliser la classe dans ce sens.** La pratique le démontre clairement. Le « gauchissement » tardif de la politique du P.C.F. n'avait d'autre signification que de camoufler devant ses propres membres et devant la classe sa politique de retraite et d'impuissance.

Pour combattre réellement la dictature appuyée sur l'armée, il aurait fallu de toute évidence une mobilisation de la classe portée au plus haut degré, à savoir une **grève générale insurrectionnelle, avec la levée en masse des ouvriers armés, l'occupation des usines, des gares, des aérodromes, de la rue et des places.**

En réalité, il s'agissait, dans un tel cas, du début de la Révolution. Telle était en effet l'alternative historique posée devant la classe ouvrière française et devant ses directions : **faire face à la contre-révolution commencée et la combattre par la Révolution.**

La direction du P.C.F., amas de petits bureaucrates bornés, corrompus jusqu'à la moelle dans l'opportunisme le plus vulgaire — cette soi-disant « tête de la Révolution » — n'était naturellement pas préparée, idéologiquement ou matériellement, à une telle éventualité. L'attitude du Kremlin envers de Gaulle donne d'autre part à penser que des ordres furent transmis pour que le P.C.F. aille doucement avec « le général », le Kremlin misant sur l'éventuel « anti-américanisme » (!) de ce dernier.

De toute manière, la direction du P.C.F., enfoncée jusqu'au cou dans la marée des « voies nouvelles », ne pouvait dans le meilleur des cas, quand elle vit surgir au bout de son nez le spectre de la contre-révolution en marche, que **bluffer au moyen d'actions aussi spasmodiques qu'impuissantes.** D'autre part, sa longue pratique de politique chauvine, opportuniste et de collaboration de classe l'avait réellement isolée des masses, elles-mêmes affectées par cette politique.

On ne pratique pas impunément des années durant une ligne cultivant les ferments chauvins et les illusions réformistes, discréditant systématiquement les forces et les moyens d'action révolutionnaire de la classe ouvrière, et penser pouvoir ensuite, à un moment donné, faire appel à l'action révolutionnaire de la classe et y rencontrer un écho.

L'expérience du Parti Communiste français démontre à quel point ces partis, jadis révolutionnaires, ont en réalité dégénéré en formations parlementaires vulgaires, pour lesquelles les masses votent encore mais se mobilisent rarement.

LES CONSEQUENCES DE LA VICTOIRE DE DE GAULLE ET LES TACHES DU PROLETARIAT

De Gaulle n'est pas exactement et ne pourra pas être un nouveau Hitler. Ni par sa base nationale ni par le contexte international qui entoure son expérience, son régime ne peut souffrir une telle comparaison. Cependant il serait également erroné de sous-estimer les conséquences de sa victoire.

Celle-ci constitue de toute évidence la première défaite importante de l'après-guerre en Europe, dont les conséquences défavorables vont se faire sentir dans l'évolution de la situation en Espagne, en Allemagne, en Italie, en Europe en général.

D'autre part, la Révolution algérienne, isolée jusqu'à maintenant de l'appui actif du mouvement ouvrier français, risque d'en souffrir davantage.

Ceci ne manquerait pas de peser dans une différenciation politique au sein du F.L.N., en favorisant une aile nationaliste droite au détriment d'une tendance de gauche plus sensible aux aspects sociaux de la Révolution, et plus irréductible dans son opposition à l'impérialisme.

L'essence de la dictature gaulliste, son appui principal, reste à l'heure actuelle l'armée. En dehors de l'Algérie, où les colons fournissent une véritable base de masse fasciste, ses assises « populaires » sont dans la métropole même encore minces.

D'autre part, le contexte international est toujours marqué par l'avance de la révolution coloniale, le renforcement des Etats ouvriers, les difficultés — y compris maintenant les difficultés éco-